



PREFET DU LOIRET

Direction départementale
de la protection des populations

Service de la sécurité
de l'environnement industriel

Affaire suivie par	Lena DENIAUD/MAG
Téléphone	02 38 42 42 75
Courriel	lena.deniaud@loiret.gouv.fr
Référence	MAG / ARRETES / PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES / GARNIERS / AP DEFINITIF

A R R E T E

**imposant des prescriptions complémentaires à la SCEA DES GARNIERS
en vue d'actualiser le plan d'épandage des effluents de l'élevage de volailles
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CORQUILLEROY,
au lieudit « Les Garniers »**

Le Préfet du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment le livre I, le titre I^{er} du livre II, et le titre I^{er} du livre V (parties législative et réglementaire),

VU le code de la santé publique, et notamment les articles R. 1416-1 et suivants,

VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibiers à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement, et plus particulièrement son article 18,

VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 1998 autorisant M. et Mme MICHOUX, gérants de l'EARL des GARNIERS, à procéder à l'extension d'un élevage avicole situé sur le territoire de la commune de CORQUILLEROY, au lieudit « Les Garniers », avec une capacité totale d'hébergement portée à 112 341 animaux-équivalents de plus d'un mois en présence simultanée, répartis dans trois bâtiments d'une surface totale de 3 593 m²,

VU l'arrêté préfectoral du 6 mars 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la SCEA des GARNIERS, représentée par M. et Mme MICHOUX, pour l'élevage avicole susvisé,

VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées, de la Direction Départementale de la Protection des Populations, du 23 décembre 2010,

VU la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, et des propositions de l'Inspecteur,

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 27 janvier 2011,

VU la notification à l'intéressé du projet d'arrêté complémentaire statuant sur sa demande,

CONSIDERANT que la fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée,

CONSIDERANT que l'extension du plan d'épandage présentée par la SCEA des GARNIERS permet d'atteindre cet objectif sur les trois paramètres azote, phosphore et potasse,

CONSIDERANT que l'apport d'azote dans les effluents à épandre sur les nouvelles parcelles s'élève à 9,26 tonnes,

CONSIDERANT que, par analogie avec le décret n° 2007-1760 du 14 décembre 2007 portant dispositions relatives aux régimes d'autorisation et de déclaration au titre de la gestion et de la protection de l'eau et des milieux aquatiques, aux obligations imposées à certains ouvrages situés sur les cours d'eau, à l'entretien et à la restauration des milieux aquatiques et modifiant le code de l'environnement, qui mentionne à la rubrique 2.1.4.0. que les rejets d'effluents sont soumis à déclaration pour un apport total d'azote compris entre 1 et 10 tonnes par an, cet apport ne constitue pas en lui seul une modification substantielle,

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu de faire application des dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

A R R E T E

ARTICLE 1

La SCEA des GARNIERS, dont le siège social est situé 25 rue des Garniers, 45120 CORQUILLEROY, est autorisée à étendre le plan d'épandage des effluents de l'élevage avicole qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CORQUILLEROY, au lieudit « Les Garniers », dans les conditions définies par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : STOCKAGE DES FUMIERS

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 1998 sont remplacées par les suivantes.

« Les modalités de stockage des effluents sont conformes aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mars 2009.

Le stockage de fumier est interdit sur les parcelles incluses dans le périmètre éloigné du captage d'eau potable de MIGNERES (parcelles 2-1 et 5-1).

Le stockage est interdit sur les parcelles 42-1, 45-1, 46-1 et 56-1 (commune de CEPOY). »

ARTICLE 3 : EPANDAGE

L'épandage des effluents issus de l'élevage avicole est autorisé uniquement sur les 342,5 hectares dont le tableau des surfaces engagées par commune figure en annexe du présent arrêté.

L'épandage est interdit sur les parcelles incluses dans le périmètre de protection éloigné du captage d'eau potable de MIGNERES (parcelles 2-1 et 5-1).

La quantité d'azote provenant de l'élevage est fixée à 19 629 tonnes.

ARTICLE 4 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les voies et délais de recours sont les suivants :

A - RECOURS ADMINISTRATIF

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Arche de La Défense, Paroi Nord, 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

B - RECOURS CONTENTIEUX

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 :

- 1) par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511.1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le Préfet du Loiret, pourra, après mise en demeure, faire application, indépendamment des poursuites pénales prévues à l'article L. 514-11 du code de l'environnement, des autres sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 de ce même code :

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites,

- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux,
- soit suspendre par arrêté, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, le fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 6 : INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions édictées par l'article R. 512-39 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté complémentaire est déposée à la mairie de CORQUILLEROY et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché, pendant une durée minimum d'un mois, à la mairie de CORQUILLEROY ; un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire, et est ensuite transmis à la préfecture du Loiret, Direction Départementale de la Protection des Populations, service de la Sécurité de l'Environnement Industriel, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX ;
- le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Loiret pour une durée identique ;
- le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation, par les soins de l'exploitant ;
- un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département du Loiret.

ARTICLE 7 - EXECUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, la Sous-Préfète de MONTARGIS, le Maire de CORQUILLEROY et l'Inspecteur des installations classées, de la Direction Départementale de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ORLEANS, LE 5 MARS 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Antoine GUERIN

ANNEXE I : SURFACES ENGAGEES PAR COMMUNE

Commune	Surface totale	Surface épandable
CEPOY	54,7	49,1
CHAPELON	1,9	1,4
CHEVILLON SUR HUILLARD	25,0	19,9
CORQUILLEROY	69,8	62,7
MIGNERES	8,5	3,7
MOULON	98,2	95,8
PANNES	36,2	34,9
SAINT MAURICE SUR FESSARD	13,1	12,0
VILLEMOUTIERS	12,9	12,4
VILLEVOQUES	51,9	50,7
TOTAL	372,0	342,5

DIFFUSION :

1 5 MARS 2011

- Original : dossier
- Intéressé : SCEA des GARNIERS
- Mme la Sous-Préfète de MONTARGIS
- M. les Maire de CORQUILLEROY
- Mme l'Inspectrice des installations classées
(Direction Départementale de la Protection des Populations)
- M. LE DIRECTEUR REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU
LOGEMENT DU CENTRE – Service Environnement Industriel et Risques
6 rue Charles de Coulomb – 45077 ORLEANS CEDEX 2
- M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES TERRITOIRES :
 - Service Urbanisme et Aménagement (SUA)
 - Service Eau, Environnement et Forêt (SEF)
- M. LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
(Délégation Territoriale du Loiret - Unité Santé Environnement)
- M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

